

« Je lance un appel pour que les gens aient un geste patriotique »

JÉRÔME DESPEY

Le secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles vit des journées de plus de 15 heures pour gérer les dossiers liés à la pandémie.

Jean Noté
jnote@midiilibre.com

Viticulture, glyphosate, élevage, chasse, arrêté préfectoral... L'Héraultais dresse le bilan de la situation quelques jours après le reconfinement.

1 Le point sur la crise sanitaire

« Aujourd'hui, l'agriculture et l'agroalimentaire tiennent pour assurer l'approvisionnement des Français. Par rapport au premier confinement, nous rencontrons moins de problèmes de transports et de logistique. Nous ne constatons aucune rupture dans les circuits de distribution.

« Hormis pour le secteur des boissons, nous n'avons pas les mêmes difficultés qu'au printemps dernier, liées à l'élevage et aux fruits et légumes. « La FNSEA a toutefois demandé au ministre que toutes les aides soient versées aux secteurs de l'horticulture, des producteurs de pommes de terre, du cidre, des volailles...

« Je lance un appel pour que les gens aient un geste patriotique en achetant des produits locaux et de qualité. »

2 Les fêtes de fin d'année

« J'ai une pensée pour les personnels soignants et tous les ef-

forts qu'ils peuvent déployer depuis des mois.

« Tout en respectant les règles sanitaires, je souhaite que les Français et les Françaises puissent fêter Noël et vivre ces moments de convivialité.

« Aujourd'hui, nous avons quelques inquiétudes au niveau des produits festifs, comme le foie gras, les volailles, les huîtres et les coquillages. Nous avons demandé à l'agroalimentaire de repenser les découps.

« Nous sommes également attentifs sur la situation des producteurs de sapins de Noël. Nous espérons que les gens auront une dérogation pour aller les acheter. »

3 La pratique de la chasse

« Nous demandons la possibilité de pratiquer la chasse aux sangliers, aux cervidés et aux lapins, pendant le confinement. Il s'agit de gérer et de réguler les populations. Si tel n'est pas le cas, nous aurons un printemps désastreux. Des arrêtés vont être pris pour la chasse aux grands gibiers. Nous demandons qu'il en soit de même pour les lapins. Nous veillerons à ce que les arrêtés soient pris. »

4 Les éleveurs de Camargue

« Héraultais, j'ai une attention particulière pour les éleveurs de taureaux de Camargue AOP. Ils ne seront pas les ou-



Jérôme Despey : « Nous rencontrons moins de problèmes. » JEAN NOTÉ

biés de l'agriculture. »

5 Les pertes de la viticulture

« Les secteurs du vin, du cidre et de la bière payent un lourd tribut depuis plusieurs mois. Avant les couvre-feux, le confinement et le reconfinement, la

fermeture des bars et des restaurants et l'arrêté interdisant la vente d'alcool après une certaine heure, la viticulture a dû faire face à la fermeture du marché asiatique en raison du Covid-19 et la mise en place des droits de douane aux USA.

« Au premier semestre, la viti-

culture affiche une perte de chiffre d'affaires à l'exportation de 1,6 milliard d'euros dont 400 millions d'euros aux USA.

« Aux États-Unis, nous avons également perdu des parts de marchés. Les Américains consomment toujours autant de vin mais ils se tournent vers des bouteilles venues d'Italie ou d'Argentine. »

6 La viticulture et les USA

« Lundi, nous avons rencontré le ministre de l'Agriculture pour évoquer les relations commerciales avec les USA et trouver des éléments de compensation.

« Nous voulons que ce différend soit réglé le plus rapidement possible par la voie diplomatique après les élections présidentielles américaines.

« Que ce soit Trump ou Biden, les négociations seront longues. Comme l'Organisation mondiale du commerce a condamné les États-Unis pour leurs aides à Boeing après l'avoir avec l'Union Européenne et Airbus, nous espérons qu'un compromis sera trouvé.

« Nous savons que Trump n'est pas favorable à des accords internationaux ce qui n'est pas le cas de Biden. Il veut reprendre les négociations internationales.

« En attendant, le ministre de l'Agriculture ne nous a apporté aucune solution à ce conflit. Nous n'aurons pas un fonds de compensation puisqu'il n'est pas compatible avec les règles communautaires. »

7 La viticulture et la France

« Au niveau français, nous avons obtenu la distillation de crise pour 2,6 millions d'hectolitres avant le 31 mars 2021 et la mise en place du stockage privé qui devrait rentrer en vigueur rapidement avec une enveloppe financière de 40 millions d'euros. Nous demandons le maintien des prêts garantis des bouteilles venues d'Italie ou d'Argentine. »

« Nous voulons un arrachage et des pertes de récoltes indemnisés et des aides à la replantation du vignoble dans 3 ou 4 ans. Cela ne doit pas être un arrachage définitif.

« Nous avons demandé que les mesures de gestion du marché soient maintenues jusqu'au 15 octobre 2021. »

8 La question du glyphosate

« L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail a publié au mois d'octobre les résultats de l'évaluation comparative des alternatives non chimiques au glyphosate pour la viticulture, l'arboriculture et les grandes cultures.

Nous nous interrogeons sur certaines conclusions, notamment la limitation de la surface traitée à 20 % maximum de la surface de la parcelle. C'est impossible dans certaines vignes. Nous ne voulons pas retomber dans des impasses techniques. Veut-on encore sauver l'agriculture et la viticulture dans ce pays ? Je demande à tous de raison garder. Des efforts considérables ont été réalisés mais on ne peut pas continuer sans que les agriculteurs soient accompagnés. »

Les horaires de fermeture des commerces contestés

HÉRAULT « Nous avons demandé au préfet, le seul en France, une tolérance pour que les caveaux, les caves particulières, les caves coopératives liées à l'activité agricole et les cavistes professionnels puissent rester ouverts jusqu'à 20 h. Nous avons pu l'obtenir.

Avec André Deljarry, président de la CCI, nous avons également discuté avec le préfet de l'Hérault pour qu'il décale de 18 h à 19 h l'heure de fermeture des autres établissements qui vendent de l'alcool. Cela a été fait. Mais je demande que la question soit réévaluée la semaine prochaine car nous avons assez de contraintes comme ça. Si tous les lieux qui sont autorisés à vendre du vin connaissent des restrictions, le secteur de la viticulture va connaître des difficultés insurmontables. »